

Recherches sociographiques



Normand WENER, Jocelyne Bernier et Jacques Champagne,
Croyants du Canada français; Groupements et participation

Raymond Lemieux

Volume 13, numéro 3, 1972

Idéologies et politiques étudiantes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055593ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055593ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lemieux, R. (1972). Compte rendu de [Normand WENER, Jocelyne Bernier et Jacques Champagne, *Croyants du Canada français; Groupements et participation*]. *Recherches sociographiques*, 13(3), 408–411.
<https://doi.org/10.7202/055593ar>

Normand WENER, *Croyants du Canada français, I. La religion et la vie*; Normand WENER et Jocelyne BERNIER, *Groupements et participation*; Normand WENER et Jacques CHAMPAGNE, *Croyants du Canada français, II. des opinions et des attentes*, Montréal, Fides, 1971, 141 et 303 pages. (Rapport DUMONT, annexes 3 et 4.)

Les trois textes présentés dans ces deux tomes annexes du rapport Dumont peuvent difficilement être évalués sans référence à l'œuvre globale dont ils font partie. Comme les deux recueils historiques qui les ont précédés, ils servent d'appui, peut-être de justification, au *Rapport des commissaires*. D'une part, il nous faut donc tenter de situer leur intention dans ce projet d'ensemble que représentent les travaux d'une commission de recherche, dans le contexte propre à la commission Dumont. D'autre part, puisque les deux tomes forment un tout, représentant la spécificité d'un apport sociologique aux travaux de la commission, il nous faut aussi en tenter l'évaluation du point de vue d'une science de la religion qui ne soit plus histoire ni théologie, mais sociologie.

Le premier point de vue pose le problème entier, de l'apport du sociologue à une réflexion d'envergure entreprise « à l'intérieur » d'un complexe idéologique ou institutionnel « donné ». Le rapport Dumont, dans son intention et son contenu, s'efforce de « faire le point » (héritage et projet, telles sont les dimensions culturelles de ce point, dont il nous reste à préciser les coordonnées) de la situation d'une Église. Ce faisant il est œuvre de formalisation de la foi d'une communauté. Cette foi n'est plus comprise comme rattachée à un seul Texte, mais à un complexe socio-culturel entier. Quoiqu'elle n'en prenne jamais le vocabulaire ni la démarche intellectuelle traditionnels, une œuvre comme celle-ci est bien « théologie ». C'est en tant que croyants qu'ont travaillé les missionnaires, et le titre même des annexes sociologiques, *Croyants du Canada français*, dit bien la réalité qu'elles traduisent.

« Faire le point » en tant que croyants n'excuserait pas, cependant, d'en oublier les coordonnées historiques et psychologiques. Le sociologue pourra alors remplir au moins deux fonctions, faire valoir deux contributions majeures à la « réflexion de la communauté » : il lui donnera ses assises documentaires par le relevé de tous les facteurs pouvant influencer sa situation actuelle, il pourra aussi ouvrir la réflexion à des hypothèses d'interprétation nouvelles de cette situation. Par sa première contribution, la sociologie « religieuse » actuelle tend à acquérir un statut analogue à celui de l'exégèse du début du siècle par rapport à la théologie. Mettant en valeur ses potentialités heuristiques, elle enrichit sensiblement la réflexion traditionnelle. Les théologiens d'avenir seront peut-être sociologues comme ils furent exégètes dans un passé récent. Le second type de contribution n'assure cependant point de statut privilégié à la sociologie. Sa possibilité repose sur une ouverture d'esprit de la communauté, exigeant qu'elle soit prête à élargir ses schèmes de référence jusqu'à la redéfinition d'elle-même. Sa mise en œuvre exige imagination et rigueur, qualités rarement conjuguées en dehors des moments de crise profonde.

Situer à l'intérieur de ces pôles les sociologies explicites et implicites du rapport Dumont n'est certes pas en dévaloriser la portée. Une sociologie « engagée » dans ces termes peut être tout aussi « scientifique », c'est-à-dire imaginative et rigoureuse, qu'une autre libérée de toute contrainte religieuse, morale ou idéologique. Le problème posé par la participation explicite du sociologue, en tant que sociologue, à une œuvre de croyants se pose, analogiquement, en toute œuvre sociologique. Le croyant a ici l'avan-

tage, quelque fois peu banal, de devoir préalablement reconnaître ses limites, c'est-à-dire la zone où la science devient foi ou mythe. Ne pouvant ou ne voulant effectuer cette reconnaissance, beaucoup d'analystes sont acculés à une objectivité tout aussi mythique qui ne fait que traduire l'incapacité de résoudre certains blocages épistémologiques.

Dans un tel contexte, il est bien évident que les critiques concernant les tomes 3 et 4 du rapport s'adressent moins aux auteurs, ouvriers à toute page consciencieux, qu'au genre pratiqué. Le tome 0 du rapport, dit rapport des commissaires, exprime l'essentiel de la pensée et des résultats des travaux de la commission. En regard de ce document souche, les annexes sociologiques apparaissent moins comme des approfondissements, ou des enracinements dans l'observation du vécu religieux, que des essais sur des points particuliers de ce vécu. Leur articulation par rapport aux intentions fondamentales de la recherche est rarement explicitée. Et surtout, s'adonnant avec beaucoup de rigueur à la lecture des faits sociaux, elles oublient l'imagination, « cette qualité qui permette (aux croyants qui les auront lus) de tirer parti de l'information et d'exploiter la raison, afin qu'ils puissent, en toute lucidité, dresser le bilan de ce qui se passe dans le monde, et aussi de ce qui peut se passer au fond d'eux-mêmes » (C. WRIGHT MILLS, *L'imagination sociologique*, François Maspéro, 1967, p. 9).

Après avoir quitté le rapport souche, l'intérêt du lecteur est normalement aiguïté et orienté par certaines questions privilégiées. Ces questions relèvent moins de secteurs de la vie religieuse des croyants que de la problématique globale de cette vie : portée socio-culturelle de leur engagement, de son institutionnalisation, de sa politisation, relation de la vie religieuse avec l'univers moral et avec l'ensemble de la culture des Québécois. L'intention du lecteur abordant les tomes annexes est de retrouver la sociologie latente du rapport, vraisemblablement développée dans chacune de ses hypothèses, articulée non plus seulement dans un contexte général, mais par rapport au vécu religieux systématiquement observé. Le rapport souche prend parti pour la mission ecclésiale, définit un nouveau chantier socio-politique, prend option pour la communauté. Mais ces questions majeures, en grande partie résultats de la réflexion sociologique baignant l'ensemble de la recherche, ne transparaissent que très peu dans les annexes.

Malgré les sous-titres qui laissaient entrevoir une disposition analytique du matériel en fonction des hypothèses majeures de la commission (recherche sur les *attitudes*, les *modes d'appartenance*, les *opinions* et les *attentes*), on s'est intéressé, sans doute à cause de la nature du matériel accumulé lui-même, à d'autres problèmes, relevant tous ou à peu près de l'institutionnalisation acquise par certaines formes de la vie religieuse des croyants. Les annexes font ainsi quelque peu œuvre autonome par rapport à l'ensemble des travaux de la Commission.

Un premier texte, *La religion et la vie*, le seul qui présente une valeur analytique certaine, est beaucoup trop rapide et synthétique pour le programme que son titre annonce. Il aurait fallu lui intégrer la masse de documentation des deux autres textes pour parvenir à un travail véritablement unifié. Ce premier texte joue pour ainsi dire dans l'ensemble le rôle d'un cadre d'analyse. Il présente dans ce but de nombreux modèles, s'efforce de clarifier les concepts utilisés et construit une typologie de l'expérience religieuse. Tel quel, et malgré quelques évocations faites par l'auteur des recherches empiriques présentées par la suite, il reste par rapport à celles-ci très académique. Reprenant des catégories empruntées à une foule d'auteurs de premier ordre, il en présente une synthèse très riche en implications de toutes sortes. Pourtant, et nous l'avouons à corps défendant, la relecture de ce texte nous a chaque fois laissé sur notre faim. Faute d'utiliser vraiment les données recueillies sur le terrain et de les articuler par rapport aux constructions théoriques présentées, on y pétrit une

multitude d'acquis théoriques dans un pain dont la consistance est appréciable, mais dont le goût reste conventionnel. En particulier, nous ne sommes pas convaincus que les catégories de conformistes, ritualistes, innovateurs, rebelles et retraités, malgré leur richesse sémantique, traduisent vraiment la situation de l'homme religieux québécois.

Quant aux deux autres travaux, plutôt qu'analytique leur démarche reste sectorielle et descriptive. *Groupements et participation* passe en revue divers groupes religieux dont les types ont été dégagés préalablement (axés sur la formation de leurs membres, la cohésion du groupe, les structures ecclésiales, la présence au milieu) et les mouvements d'action catholique. Rien sur la multitude des autres types de regroupements qui n'ont daigné aller s'exprimer devant les commissaires, très peu de choses par exemple sur la famille qui est pourtant un mode de regroupement privilégié des chrétiens et officiellement accordé aux laïcs. Le contexte de la recherche ne permet de s'en tenir qu'à des structures de regroupement assez formelles. Et parmi elles, on a cherché le plus caractéristique, sans prétendre à une vision exhaustive de ce que représente l'appartenance religieuse d'un Québécois aujourd'hui. On s'est « inspiré de vingt-six (26) études à caractère monographique sur la situation de la participation des laïcs à l'intérieur de certaines structures ecclésiales et au sein de mouvements qui véhiculent une certaine dimension religieuse plus ou moins explicite. » (P. 69.) Il était évidemment impossible de tout faire en ce domaine. Étant donné l'ampleur des moyens et l'officialité du rapport, certaines absences, concernant par exemple la famille et aussi d'autres éléments significatifs, tels les radicaux, la faiblesse avouée de la représentation des jeunes, restent déplorables. La documentation rapportée est malgré tout massive, et pourra toujours être utile à des chercheurs subséquents.

Quant au document sur *des opinions et des attentes*, des critiques semblables peuvent lui être adressées. Littéralement bourré de témoignages, il se présente comme une remise en ordre des quelque huit cents mémoires d'où il prend source. Encore là, masse de documentation utile à tous les chercheurs, mais peu d'analyse. On y passe en revue tous les points chauds suscitant des interrogations concernant la religion : liturgie et sacrements, catéchèse, hiérarchie, finance, action catholique, jusqu'à l'œcuménisme. Il ne faut pas y chercher la structuration d'un univers culturel, mais des renseignements concernant chacun des groupes qui se sont exprimés, leurs problèmes, leur participation à la vie sociale et ecclésiale.

Évidemment, il n'était pas demandé au rapport Dumont et à ses annexes de refaire la sociologie de la religion au Québec, quoiqu'une telle tentation eût été excusable à l'occasion des problèmes qu'il a soulevés. Beaucoup se sont d'ailleurs attendu à ce que la recherche sociologique inhérente au rapport marque une étape de ce point de vue.

Cette étape eut été celle du dépassement de la sectorialisation de la vie religieuse par les chercheurs pour la redécouverte, non plus par les Textes, non plus par quelques comportements privilégiés qu'ont étudiés autrefois les enquêtes de pratique, d'un homme religieux entier, héritier de notre culture non seulement en ce qu'il a gardé des rites et des formulations ancestrales d'une certaine foi, en ce qu'il est conscient d'un certain engagement ecclésial, mais en ce que sa vision du monde continue de baigner dans un environnement sacré et d'être alimenté de symboles religieux. Axées sur le laïcat, les recherches du rapport Dumont semblaient pouvoir déboucher sur cet homme religieux populaire, qui est aussi souvent celui de la religion la plus profonde, sinon la plus formelle. Au-delà de la participation ecclésiale, au-

delà des attentes et des opinions de ceux qu'intéresse l'institution ecclésiastique, cet homme religieux reste à découvrir en entier, en dedans, sur les marges, ou en dehors de l'Église catholique.

Y a-t-il place, au-delà des sciences du Texte, au-delà de la sectorialisation des formes religieuses courantes, pour l'établissement d'une problématique de l'homme religieux québécois, dans son histoire et sa réalité actuelle ? Y a-t-il place pour une problématique qui rende compte des attitudes religieuses de Louis-Joseph Papineau, d'Henri Bourassa et des foules du congrès eucharistique de 1911, des masses pratiquantes de 1950, de leurs fils en 1960, des cégepiens et jeunes *drop-out* d'aujourd'hui ? Cette problématique devra tenir compte non seulement de l'institution ecclésiastique, mais aussi de ce qu'on appelle la « sécularisation » et qui par là même représente une catégorie théologique dans l'univers intellectuel, et surtout de la structuration de l'ensemble de notre univers culturel par un symbolisme religieux.

Alors nous sera-t-il possible de rendre compte de l'expérience religieuse d'un peuple, et sera-t-il loisible, à une collectivité particulière ou à un individu, de « faire le point » sociologiquement et théologiquement.

Raymond LEMIEUX

*Centre de recherches en sociologie religieuse,
Université Laval.*

André GÉLINAS, *Les parlementaires et l'administration au Québec*, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1969, 245 p.

Issu d'un séminaire conjoint d'analyse politique et d'administration publique, tenu au courant de l'année 1965-1966 au sein du Département de science politique de l'Université Laval, l'ouvrage d'André Gélinas *Les parlementaires et l'administration*, publié à la fin de 1969, appelle quelques réflexions.

Le lecteur saura dès le départ apprécier l'honnêteté intellectuelle de l'auteur, lequel précise d'entrée de jeu la méthodologie adoptée et les lacunes que celle-ci n'a pu que laisser subsister faute de temps et d'argent. C'est ainsi que tout l'ouvrage au titre si général ne repose au fait que sur une cinquantaine de questionnaires tous remplis par les seuls parlementaires québécois.

C'est dire que si le titre paraît annoncer une étude des rapports qu'établissent quotidiennement les députés et les fonctionnaires de la province, il s'agit en fait ici uniquement d'une approche de type « *one way* », puisque nulle part l'opinion des fonctionnaires vis-à-vis le parlement n'est mise en évidence, ce qui n'est pas, nous allons le voir, sans hypothéquer sensiblement l'ensemble de l'ouvrage.

On comprend fort bien que les limites matérielles indiquées plus haut n'aient pu permettre au Professeur André Gélinas d'embrasser la totalité des rapports noués entre le parlement et la fonction publique ; mais alors n'aurait-il pas été plus juste d'indiquer en sous-titre : « l'administration vue par le parlement » ?

Je soulignerai pour ma part l'utilité qu'il y aurait à compléter prochainement une telle étude par une analyse qui porterait cette fois sur « le parlement vu par l'admi-